

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 8 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UNION INVESTMENT REAL ESTATE**

11, avenue de l'Europe  
68190 Ensisheim

Références : 0003013111\_2023\_07\_11\_Unuion\_Real\_Estate\_VIIC-2.2.1-Post-Rouen  
Code AIOT : 0003013111

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juillet 2023 dans l'établissement UNION INVESTMENT REAL ESTATE implanté 11, avenue de l'Europe 68190 Ensisheim. L'inspection a été annoncée le 23 juin 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION INVESTMENT REAL ESTATE
- 11, avenue de l'Europe 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0003013111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Union Real Estate exploite sous forme de location, deux entrepôts logistiques situés à Ensisheim. Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), elle est autorisée par Arrêté Préfectoral du 27 mai 2019, à exploiter deux entrepôts (4 cellules chacun) d'un volume maximum de stockage de 1 119 000 m<sup>3</sup>.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Actions nationales 2023 – Action Post accident – Rouen

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II/Point 1.4 au I.	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II/Point 1.4 au I.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6-a	Détection incendie bâtiment A	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 - annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6-b	Détection incendie bâtiment B	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 - annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II/Point 1.4 au I.2	Sans objet
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
5	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
7	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII/ point 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- **Point de contrôle n°1:** incapacité de l'exploitant à accéder par tout temps aux états des matières stockées et aux plans des zones de stockage utilisés pour réaliser les états des matières stockées ;
- **Point de contrôle n°2:** absence de définition au préalable de lieux et de moyens, par lesquels le Préfet, l'Inspection des installations classées, les services d'incendie, de secours et les autorités sanitaires pourraient se procurer cet état des matières stockées en cas d'accident ou d'incendie ;

- **Point de contrôle n°6-a:** absence de justification de l'adéquation entre le système de détection incendie et les matières stockées dans l'entrepôt A ;
- **Point de contrôle n°6-b:** absence d'un système de détection incendie dans les bureaux de l'entrepôt B ;
- **Point de contrôle n°8:** absence d'extincteurs mobiles au sein des cellules de l'entrepôt A ;
- **Point de contrôle n°8:** absence de justification, de la bonne installation et du bon dimensionnement du système d'extinction automatique par sprinklage ;
- **Point de contrôle n°8:** présence de non-conformités dans le compte-rendu d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie ;
- **Point de contrôle n°8:** absence de réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie depuis la mise en service de l'installation.

A noter que la modification du système de détection incendie dans l'entrepôt B a fait l'objet d'un Porter à Connaissance, déposé auprès de l'Inspection le 1er février 2023. L'instruction du caractère substantiel de la modification sera réalisé par l'Inspection dans un rapport dédié.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées[...].</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.[...]</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a signalé que les 2 entrepôts de son exploitation sont entièrement investis et gérés par deux sociétés tierces (implantées sur site, locataires des locaux exploités administrativement par la société Union Real Estate).</p> <p>Un locataire occupe et gère les 4 cellules de l'<u>entrepôt A</u>, dédié au stockage de pneumatiques et un autre locataire occupe et exploite 3 des 4 cellules de l'<u>entrepôt B</u>, dédié au stockage de produits dédiés aux barbecues.</p> <p>Chacune de ces sociétés possède son propre suivi des stocks et l'exploitant n'a pas accès par tout temps à ces états des matières stockées.</p> <p>A l'occasion du contrôle en salle, ce dernier a néanmoins présenté à l'Inspection les extractions des états des matières stockées de ses 2 entrepôts transmises par ses locataires en amont de la visite.</p>

L'exploitant a également présenté les plans afférents aux zones de stockage de ces deux entrepôts mais signale que ces plans ne sont pas accessibles conformément à la prescription.

#### Entrepôt A

L'état des stocks est mis à chaque jour manuellement dans un système de suivi des stocks à chaque mouvement de marchandise. Ce système est hébergée sur un serveur délocalisé et accessible en permanence depuis l'extérieur du site.

Suite au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection un inventaire des stocks daté du 19 janvier 2023.

#### Entrepôt B

Au cours de la visite, le locataire de l'entrepôt B a indiqué à l'Inspection, que chaque entrée ou sortie de stock était scannée afin d'alimenter instantanément l'application de suivi des stocks, dont les données sont hébergées sur des serveurs informatiques délocalisés. Ce suivi des matières stockées est accessible à distance et peut être extrait en tout temps.

Concernant le recalage périodique, le locataire a signalé à l'Inspection qu'il réalisait un inventaire tournant journalier de type "plein/vider" et a présenté à l'Inspection son système informatique de suivi de ces inventaires.

Au regard de l'incapacité de l'exploitant à accéder par tout temps aux états des matières stockées et aux plans des zones de stockage utilisés pour réaliser les états des matières stockées, l'Inspection considère que ce dernier ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

### N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II/Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

#### **Prescription contrôlée :**

"[...]Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.[...]

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]"

#### **Constats :**

Postérieurement à la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection en date du 9 août 2023, les extractions dématérialisées des états de stocks des locataires des cellules de stockages.

#### Entrepôt A

Le document transmis détaille par cellule, les quantités de pneus et de jantes stockées.

#### Entrepôt B

L'état des matières stockées présenté détaille, par cellule et par typologie de danger, le nombre de palettes et le poids total stocké.

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a signalé à l'Inspection qu'il n'avait pas convenu ni de lieux, ni de moyens, par lesquels le Préfet, l'Inspection des installations classées, les services d'incendie, de secours et les autorités sanitaires pourraient se procurer ce registre en cas d'accident ou d'incendie, ni de procédure organisationnelle afin de définir avec ses locataires, la mise à sa disposition de ces éléments en tout temps et tout lieux.

Au vu des éléments qui précèdent, l'inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

### N° 3 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II/Point 1.4 au I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique

**Prescription contrôlée :**

"[...]Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.[...]"

**Constats :**

Les états "vulgarisés" des matières stockées au sein des deux entrepôts, présentées à l'Inspection sont synthétiques et aisément compréhensibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 4 : Conditions de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu

**Prescription contrôlée :**

" Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond

ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces

dispositions sont non applicables aux installations existantes avant 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. [...] "

#### **Constats :**

Les constats ont été effectués par échantillonnage au sein des cellules 3 et 4 des deux bâtiments.

Dans ces cellules, il est constaté que les produits sont stockés principalement en racks (cages de pneus pour le bâtiment A et palettes pour le bâtiment B) et que ces zones de stockage sont protégées par un système de sprinklage.

En présence d'un tel dispositif, il n'a pas été constaté d'écart aux conditions de stockage en rack.

Concernant le stockage en masse, chaque cellule dispose d'une zone de préparation des commandes avant expédition (picking), composée d'îlots d'entreposage temporaire et des îlots de stockage en masse sont présent au sein des cellules de l'entrepôt B.

Durant la visite d'inspection, il n'a été constaté ni écart aux conditions de stockage en masse

L'Inspection n'a pas constaté la présence de stockage en vrac.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> " [...] Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.  [...] Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. [...] "
<b>Constats :</b> La visite d'inspection s'est déroulée dans les cellules 3 et 4 des deux entrepôts. Les constats ont été effectués par échantillonnage dans le but de vérifier le stockage de liquides inflammables de catégorie 1. Conformément aux dires de l'exploitant, il n'a pas été constaté la présence de liquides inflammables (mention de danger H 224).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6-a : Détection incendie dans le bâtiment A

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 - annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>extrait du point 12 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017</u> " La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. [...] Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela [...]. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...] ".  <u>extrait de l'article 3.12 de l'Arrêté Préfectoral Modificatif du 09 septembre 2020</u> " Les cellules de stockage des bâtiments A et B sont équipées d'un système permettant en permanence de détecter un début d'incendie. Cette détection est réalisée par un dispositif technique (télédétection thermique ou infra-rouge en continu ou système d'efficacité équivalente...), dont le déclenchement alerte l'astreinte de l'exploitant."
<b>Constats :</b> L'examen de conformité a été réalisé au sein des cellules 3 et 4.  Lors de la visite des cellules de cet entrepôt, l'Inspection a constaté, que la détection incendie était assurée par un système de détection linéaire de fumées par infra-rouge couplé, dans les



<p>cellules possédant une mezzanine, à des détecteurs optiques de fumées.</p> <p>Par courriel du 12/07/2023, l'exploitant a signalé à l'Inspection ne pas être en mesure de justifier de l'adéquation de son système de détection incendie avec les produits stockés.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, l'entrepôt possède son propre SSI (Système de Sécurité Incendie) et sa propre chaîne de remontée de l'alarme incendie. Le SSI reporte l'alarme au poste de gardiennage 7j/7j et 24h/24h. L'agent de société de gardiennage réalise un levé de doute et en cas de confirmation, déclenche le système sonore d'alarme, l'alerte des services de secours et prévient l'exploitant.</p> <p>Au regard de l'absence de justification de l'adéquation entre le système de détection incendie et les matières stockées au sein de l'entrepôt A, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 6-b : Détection incendie dans le bâtiment B

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 - annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>extrait du point 12 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017</p> <p>" La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. [...]</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela [...].</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...]"</p> <p><u>extrait de l'article 3.12 de l'Arrêté Préfectoral Modificatif du 09 septembre 2020</u></p> <p>" Les cellules de stockage des bâtiments A et B sont équipées d'un système permettant en permanence de détecter un début d'incendie. Cette détection est réalisée par un dispositif technique (télédétection thermique ou infra-rouge en continu ou système d'efficacité équivalente...), dont le déclenchement alerte l'astreinte de l'exploitant."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen de conformité a été réalisé au sein des cellules 3 et 4 ainsi que dans les bureaux où s'est déroulée la première partie de l'inspection.</p> <p>Suite à des déclenchements inopportuns successifs, l'exploitant a signalé à l'Inspection que le système de détection incendie avait été modifié. Cette modification des conditions d'exploiter a fait l'objet d'un Porter à Connaissance, déposé auprès de l'Inspection le 1er février 2023 et a été mise en œuvre selon l'exploitant en mai 2022. L'instruction du caractère substantiel de la modification sera réalisé par l'Inspection, dans un rapport dédié. La prescription contrôlée ne fixant pas de moyens, mais un objectif, le constat peut être établi sur la base des éléments présentés par l'exploitant.</p> <p>Au cours de la visite, il a pu être constaté sur site, l'absence d'un système de détection incendie dans les bureaux jouxtant l'entrepôt et que dans celui-ci, la détection incendie était assurée par</p>

un système de détection linéaire de fumées par infra-rouge, couplé, dans les cellules possédant une mezzanine, à des détecteurs optiques de fumées.

Postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant a transmis à l'Inspection:

- la synthèse de l'étude réalisée dans le cadre de la modification de son système de détection incendie (référence 22002737c JJM du 13/12/2022). Cette étude conclue que la détection incendie peut-être réalisée par le système de sprinklage dans les zones de stockage en rack mais préconise de conserver la détection linéaire en modifiant la position des récepteurs pour ne couvrir que la zone de stockage masse;
- la rapport de réception technique et fonctionnel (référence 23-002161-JJM du 20/07/2023) du système de détection incendie suite à sa modification. Ce rapport n'amène aucune réserve.
- le dernier compte-rendu de vérification de son système d'extinction automatique par sprinklage (rapport "Sprinkleurs FM Global" du 03/11/2022). Ce compte-rendu ne mentionne pas de non-conformité du système de sprinklage ESFR (pour « Early Suppression Fast Response »), participant à la détection incendie.

Aux dires de l'exploitant, l'entrepôt possède son propre SSI (Système de Sécurité Incendie) et sa propre chaîne de remontée de l'alarme incendie. Le SSI reporte l'alarme au poste de gardiennage du lundi au vendredi, de 6h à 17h. Hors heures ouvrées, le site est télésurveillé.

L'agent de société de gardiennage réalise un levé de doute et en cas de confirmation, déclenche l'alarme, l'alerte des services de secours et de l'exploitant.

Au regard de l'absence d'un système de détection incendie dans les bureaux accolés à de l'entrepôt B, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 7 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII/ point 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

**Prescription contrôlée :**

" L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation. "

<b>Constats :</b> Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les études FLUMILOG les modélisations des effets thermiques en cas d'incendie pour l'ensemble des cellules de ses deux entrepôts. Ces modélisations permettent de déterminer les distances correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. [...]</li> </ul> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée [...] ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.[...] "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Entrepôt A</u></p> <p>Lors du contrôle, l'Inspection a constaté l'absence d'extincteurs dans les cellules 3 et 4.</p> <p>Par sondage au sein de ces cellules, il a été constaté la présence de RIA (Robinetts d'incendie armés). Ces derniers sont visibles, accessibles et situés à proximité des dégagements et issues.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel les compte-rendu de vérification des RIA (vérification réalisée le 15/11/2022). Ces derniers n'appellent pas de remarque de l'Inspection.</p> <p><u>Entrepôt B</u></p> <p>Au cours de la visite des cellules 3 et 4, l'Inspection a constaté par sondage la présence effective de RIA et d'extincteurs. Dans les zones de stockage contrôlées, il a été vérifié par échantillonnage l'état des extincteurs installés ainsi que leur compatibilité avec les matières stockées. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont bien visibles, facilement accessibles et positionnés à proximité des</p>

dégagements et des issus.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel les compte-rendu de vérification des RIA (vérification réalisée le 15/11/2022) et des extincteurs (vérification réalisée le 12/08/2022). Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

#### Système de sprinklage

Le système de sprinklage en place couvre les deux entrepôts.

Afin de justifier de la bonne conception et de la bonne installation de son système d'extinction automatique, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection (courriel du 05/09/2023) un rapport d'installation de son système de sprinklage (référence 99-1185-002a du 21/10/2020). Ce dernier est rédigé en langue germanique et est inexploitable en l'état.

Concernant l'entretien de son système d'extinction automatique l'exploitant a transmis le dernier compte-rendu de vérification périodique (vérification du 03/11/2022 – référence E-TECH-28).

L'Inspection constate que ce rapport fait état de deux non-conformité relative:

- au stockage de matériaux incompatibles avec le système de sprinklage dans l'entrepôt A ;
- au non respect un espace longitudinal de 0,15 mètres entre les racks de stockage dos à dos (cheminée de rack) dans l'entrepôt B. Il est constaté que cette non-conformité avait déjà signalé par le prestataire en charge du contrôle, en date du 09/03/2022.

Concernant l'organisation d'exercices incendie, lors du contrôle en salle, l'exploitant a signalé à l'Inspection ne pas avoir réalisé ce type d'exercice depuis le début de l'exploitation de ses entrepôts.

Au regard de:

- l'absence d'extincteurs mobiles au sein de l'entrepôt A ;
- de justification dans un langage compréhensible par l'Inspection, de la bonne installation et du bon dimensionnement du système d'extinction automatique par sprinklage ;
- de la présence de non-conformités dans le compte-rendu d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie ;
- de l'absence de réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie depuis la mise en service de l'installation ;

L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions des prescriptions contrôlées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois